

Jean-Maurice MAJOU AUDIT

Société de Commissariat aux Comptes
inscrite à la Compagnie des Commissaires
aux Comptes de Rennes

4, rue du Coëdo

56550 LOCOAL-MENDON

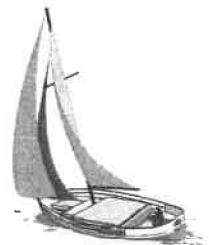
Tél. : 02 97 24 52 12

Port. : 06 08 41 46 54

06 87 68 30 73

Fax : 02 97 24 52 67

E-mail : jean-maurice.majou@wanadoo.fr



ASSOCIATION DEPARTEMENTALE POUR LA PERMANENCE ET LA CONTINUITE DES SOINS 56

Rapport du Commissaire aux Comptes

Sur les Comptes annuels au 31 décembre 2024

3 juin 2025

Ce rapport contient 21 pages

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE POUR LA PERMANENCE ET LA CONTINUITE DES SOINS 56

Siège social : « Les Terrasses de Bernus » 2, rue de Normandie - 56000 VANNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE POUR LA PERMANENCE ET LA CONTINUITE DES SOINS 56 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « autres faits significatifs » relative à la signature, le 28 mars 2025,

d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens – CPOM- avec l'Agence Régionale de Santé de Bretagne portant sur la période 2025 à 2029.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment en ce qui concerne la comptabilisation des concours publics reçus et des fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir

l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :


- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Locoal-Mendon,

Le 3 juin 2025

Pour la SAS Jean-Maurice MAJOU AUDIT
Commissaire aux comptes


Jean-Maurice MAJOU,
Commissaire aux Comptes

■ Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	1 000	1 000		
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériels et outillages industriels	2 460	2 460		
Autres immobilisations corporelles	11 960	9 348	2 632	2 275
Immobilisations financières				
Total I	15 440	12 808	2 632	2 275
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Autres créances	34 652		34 652	60 000
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	605 159		605 159	469 667
Total II	639 811		639 811	529 667
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	655 251	12 808	642 443	531 942

Legs nets à réaliser :
acceptés par les organes statutairements compétents
autorisés par l'organisme de tutelle
Dons en nature restant à vendre :

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

■ Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	-35 801	-16 093
Excédent ou déficit de l'exercice	-17 137	-19 708
Situation nette (sous-total)	-52 938	-35 801
Total I	-52 938	-35 801
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	63 750	12 842
Total II	63 750	12 842
PROVISIONS		
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 610	2 477
Dettes fiscales et sociales	14 442	33 307
Autres dettes	611 578	519 117
Total IV	631 631	554 902
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	642 443	531 942
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	631 631	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

■ Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	235 578	155 000
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges		73
Utilisation des fonds dédiés	12 842	35 948
Autres produits	13	1
Total I	248 433	191 021
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	128 561	128 673
Salaires et traitements	54 579	57 031
Charges sociales	20 184	20 276
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	773	553
Reports en fonds dédiés	63 750	4 250
Autres charges	21	46
Total II	267 868	210 829
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-19 435	-19 808
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	2 298	100
Total III	2 298	100
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 298	100

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

■ Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-17 137	-19 708
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Total des produits (I+III+V)	250 731	191 121
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	267 868	210 829
EXCEDENT OU DEFICIT	-17 137	-19 708

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

Annexe I légale

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : A.D.P.S. 56

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 642 443 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 17 137 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 05/06/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'Association Départementale de Permanence de Soins 56 a pour objet l'organisation de la participation des médecins libéraux à la permanence des soins (régularisation de garde de terrain) en Médecine Libérale dans le département du Morbihan.

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

■ Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, qu'il n'existait pas d'indice montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

■ Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Il a été signé, le 28 mars 2025, avec l'Agence Régionale de Santé de Bretagne un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens pour les années 2025 à 2029. Ce contrat porte le budget annuel de fonctionnement à 185 000 € dont 65 000 € destiné à encadrer et organiser le « Service d'Accès aux Soins » qu'il sera possible de mutualiser avec le fonctionnement.

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

■ Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 000			1 000
Immobilisations incorporelles	1 000			1 000
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 460			2 460
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	10 851	1 129		11 980
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	13 311	1 129		14 440
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	14 311	1 129		15 440

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

■ Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		1 129		1 129
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		1 129		1 129
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

■ Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 000			1 000
Immobilisations incorporelles	1 000			1 000
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 460			2 460
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 575	773		9 348
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	11 035	773		11 808
ACTIF IMMOBILISE	12 035	773		12 808

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

■ Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 34 652 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	34 652	34 652	
Charges constatées d'avance			
Total	34 652	34 652	
Prêts accordés en cours d'exercice	Visé par Jean-Maurice MAJOU Commissaire aux Comptes		
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de r					
Fonds propres avec droit de r					
Ecart de réévaluation					
Réserves		-19 708		-19 708	
Report à Nouveau	-16 093			19 708	-35 801
Excédent ou déficit de l'exerci	-19 708	19 708		17 137	-17 137
Situation nette	-35 801			17 137	-52 938
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Comm					
TOTAL	-35 801			17 137	-52 938

■ Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 631 631 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 610	5 610		
Dettes fiscales et sociales	14 442	14 442		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	611 578	611 578		
Produits constatés d'avance				
Total	631 631	631 631		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	4 570
Frs serv. - fact. non parvenues	
Dettes provis. pr congés à payer	
Charges sociales s/congés à payer	
Divers - charges à payer	8 670
Total	22 581

■ Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitati					235 578	235 578
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investisse						
						235 578

■ Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Le montant des indemnités versées au trois plus hauts cadres dirigeants est de 47 755.5€

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuits de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

- Par nature effectuées à titre gratuit, elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, ainsi que des biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

- A défaut de renseignements fiables, l'entité n'est pas en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature. Les contributions volontaires en nature concernent essentiellement les heures de bénévolat réalisés par les élus dans les instances. Ces contributions ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité

■ Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
Mmg 2023	4 249	4 249	4 249				
Prime fin d'année	1 652	1 652	1 652				
Formation	6 740	6 740	6 740				
Sae 2023					16 750	16 750	63 750
Sae 2024					45 000	45 000	
Visé par Jean-Maurice MAJOU Commissaire aux Comptes							
Total	12 641	12 641	12 641		63 750	63 750	63 750

